

newsletter

No 25 février 2006

Les banques, piliers de la reprise

Les commentateurs sont unanimes à annoncer que l'économie suisse, après des années de stagnation, est entrée dans une phase de croissance modérée, mais durable. Une croissance dont le pic provisoire a été atteint au troisième trimestre de l'année passée, moment auquel le produit intérieur brut réel de la Suisse a enregistré une augmentation remarquable de 2,3%. Même si ce rythme devait fléchir, la reprise n'en est pas moins sensible et s'étend peu à peu à toutes les branches de l'économie, notamment au secteur longtemps déprimé du bâtiment.

Cette croissance est avant tout tirée par les exportations. Elle bénéficie aussi d'une reprise déjà sensible de la consommation des ménages, même si cette dernière reste timide. Force est de constater que la flambée du prix du pétrole de 2005 n'a pas autrement affecté l'économie et les consommateurs suisses.

Bien qu'on en ait peu parlé, notre système bancaire a contribué pour une part non négligeable à la reprise. Certes, les bons résultats ne sont pas une spécificité des banques, puisque d'autres secteurs aussi ont retrouvé un niveau d'activité satisfaisant ou bon. Mais les banques ont cette particularité d'avoir effectué d'importantes corrections de valeur et constitué des provisions pendant les années de marasme, le tout couplé à des augmentations de productivité qui portent leurs fruits aujourd'hui.

Dans le rapport actuel de l'OCDE, il ressort de la partie consacrée à notre pays que le secteur financier stricto sensu (banques et assurances) caracole en tête des gains de productivité du travail avec une augmentation annuelle de 4,5%. Le seul secteur ayant connu une évolution comparable est l'approvisionnement en énergie (usines hydrauliques comprises) avec 3%. Dans le commerce de détail, malgré le tapage entourant l'arrivée de nouveaux fournisseurs, ce taux n'est que de 1% tandis que le transport et les communications terminent sur le résultat plutôt satisfaisant de 2,4%.

Le marché financier suisse repose aujourd'hui sur des structures qui s'avèrent compétitives et ouvertes à l'innovation. Un atout qui ne bénéficie pas seulement à la conjoncture, mais profite aussi au client. Pas étonnant que, dans son rapport annuel qui met l'accent sur la promotion de l'innovation et de la croissance pour la Suisse, l'OCDE n'adresse pas une seule recommandation aux banques. Si le marché fonctionnait partout de la sorte, les experts parisiens ne tarderaient pas à se retrouver au chômage.